

**Communiqué de Dominique Vidal et Sylvie Guy, candidats du POID
au premier tour des élections législatives sur la 10e circonscription.**

Le résultat du premier tour de l'élection législative dans la 10e circonscription de Seine-Saint-Denis confirme, en les accentuant, les caractéristiques des résultats nationaux. 63 % des électeurs de notre circonscription ont, par l'abstention, le vote blanc ou nul, refusé de participer au vote.

Ce rejet dépasse les 70 % et même 75 % dans les bureaux de vote populaires de Savigny, Bougainville, Malraux à Aulnay. Plus de sept électeurs sur dix, l'électorat ouvrier et populaire a dit clairement : cette élection est illégitime. Le rejet est général.

Le député PS sortant Daniel Goldberg est éliminé dès le premier tour. Sur la ville d'Aulnay, il ne recueille que 14,77 % des suffrages. Toujours à Aulnay, le candidat de la République en marche arrivé en tête, Billel Ouadah perd 2 500 voix par rapport à celles obtenues par Macron le 23 avril (4 206 voix pour Ouadah contre 6 704 pour Macron). La candidate de la France insoumise, Ambre Froment, elle, obtient 14,75 % des voix et arrive en 3e position. Elle perd 7 889 voix par rapport au résultat de Mélenchon au 1er tour des présidentielles (il avait obtenu 10 214 voix - 33,81 % à Aulnay).

La candidate de la France insoumise paie ainsi le prix de la politique de division par son mouvement, notamment le refus d'une candidature commune avec Hamon pour l'abrogation de la loi El Khomri. La campagne de son parti n'a pas convaincu. Reconnaissant la légitimité de Macron comme président, se proposant pour être son Premier ministre dans le cadre d'une cohabitation, appelant à faire de l'Assemblée nationale fantoche de la 5^e République un cadre de résistance substitué aux grèves et aux manifestations, Mélenchon a dérouté une large fraction de ses électeurs qui avaient pris au sérieux son appel à en finir avec la 5^e République et à élire une Assemblée constituante.

Par leur abstention massive, les travailleurs et les jeunes d'Aulnay-sous-Bois, de Pavillons et de Bondy Sud-Est, comme ceux de tout le pays, ont ainsi exprimé leur conviction qu'il n'y a aucun enjeu à cette élection. C'est un fait : sous la V^e République, l'Assemblée nationale a comme seul pouvoir d'enregistrer et d'accompagner les décisions du président.

Contre ce gouvernement ultra réactionnaire qui veut tout détruire, seule la lutte de classe unie permettra de sauver le Code du travail, la Sécurité sociale et les droits ouvriers et de mettre en échec la tentative d'inscrire dans la Constitution l'état d'urgence permanent.

Au deuxième tour de l'élection, pour les travailleurs et jeunes, pour les citoyens attachés à la défense des conquêtes sociales, nul cas de conscience à avoir !

Billel Ouadah, candidat officiel du président élu Macron et Ramadier élu LR au conseil municipal, sont partisans de la casse du Code du travail et de la Sécurité sociale. Ramadier soutenait Sarkozy-Fillon qui avaient ou voulaient supprimer des milliers de postes de fonctionnaires, notamment des fonctionnaires territoriaux ; Ouadah/Macron a dans son programme la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Les travailleurs et jeunes ne voteront ni pour l'un ni pour l'autre dimanche 18 juin.

Il ne fait pas de doute que le large mouvement d'abstention et de rejet s'exprimera à nouveau au second tour, frappant d'illégitimité l'Assemblée issue du scrutin. Pour défendre le Code du travail menacé de façon immédiate, la seule issue réside dans le combat pour forger l'unité ouvrière et ainsi bloquer et défaire ce gouvernement illégitime et sa politique.

Notre candidature - comme dans 63 autres départements - posait au centre la nécessité de construire un parti ouvrier indépendant démocratique pour aider la classe ouvrière à combattre. 142 électeurs sur la circonscription, 91 sur Aulnay, dans ce mouvement général de rejet, ont tenu, en votant pour nous, à exprimer leur accord.

Au-delà de ces élections, dans cette extraordinaire phase de décomposition et de confusion qui s'ouvre, une discussion est nécessaire et nous souhaitons la mener avec l'ensemble des travailleurs et militants, quels que soient leur vote et leur sympathie pour le PS, le PC, le PG, La France insoumise :

La classe ouvrière ne peut renoncer à agir et combattre. De quels instruments a-t-elle besoin ? Faut-il des syndicats ? Faut-il un parti ? Faut-il un parti ouvrier ?

Notre journal La Tribune des Travailleurs, un journal partisan de la lutte des classes, ouvre ses colonnes à cette discussion.

Nous vous invitons à notre réunion publique

VENDREDI 16 JUIN, à 19h30, salle Dumont (face gare RER).